



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CABINET
Bureau de l'ordre public et des politiques de sécurité

FONDS
INTERMINISTÉRIEL DE
PRÉVENTION DE LA
DÉLINQUANCE ET DE LA
RADICALISATION

APPEL A PROJETS 2022
Prévention de la délinquance
→programme D
Lutte contre la radicalisation
→programme R

NOTICE D'INFORMATION

La demande de subvention pour l'année 2022
doit être déposée :

avant le 4 février 2022

Cet appel à projets est diffusé sous réserve de modifications qui pourraient être décidées par le comité interministériel pour la prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), et non connues à ce jour . En cas de besoin, une note complémentaire serait alors adressée aux partenaires concernés dans les meilleurs délais.

Index du dossier	
LE CADRE D'INTERVENTION	page 3
1- Le contexte général	
2- Les territoires prioritaires	
LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE	page 4
Actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance	
LA PRÉVENTION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES	page 5
Prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales, l'aide aux victimes	
LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE	page 5
Les actions pour améliorer la tranquillité publique	
LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION	page 6
Annexe 1 – Déroulement de l'instruction	page 7
Annexe 2 – Constitution du dossier de demande de subvention	page 8
Annexe 3 – Modalités de financement des actions	page 9
Annexe 4 – Coordonnées des acteurs ressources	page 10

Le présent appel à projets ne concerne pas :
- les projets de vidéo-protection ;
- l'équipement des polices municipales ;
- la sécurisation des établissements scolaires ;
- la sécurisation des sites sensibles.

qui font l'objet d'appels à projets distincts

LE CADRE D'INTERVENTION

1- Le contexte général

Le fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDr) s'inscrit dans la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020-2024, qui a vocation à s'appliquer sur l'ensemble du territoire national sans pour autant imposer une politique uniforme, en s'appuyant en particulier sur les CLSPD et les CISPd qui ont vocation à améliorer le vivre-ensemble et la cohésion sociale.

Les crédits du FIPDr peuvent être mobilisés prioritairement sur les actions en direction de personnes sources ou victimes de la délinquance. Une large place est faite à l'initiative locale et au droit à l'expérimentation.

A ce titre le FIPDR financera :

Les actions déclinées autour de la stratégie nationale de prévention de la délinquance :

→ la prévention de la délinquance des plus jeunes avant l'âge de 12 ans,

Entrée dans les trafics, phénomènes de bandes,

→ la protection des personnes vulnérables pour mieux les protéger, et particulièrement les violences intra-familiales, les atteintes sexuelles et sexistes, et l'accompagnement des victimes.

→ la tranquillité publique : les dispositifs permettant le renforcement du lien entre les forces de sécurité et les jeunes.

2- Les territoires prioritaires

Des actions de prévention de la radicalisation en direction des jeunes concernés et de leurs familles.

Le FIPDR financera en priorité des actions de prévention de la délinquance en direction des territoires prioritaires concernés par un quartier de reconquête républicaine (QRR) et des quartiers de la politique de la ville, c'est-à-dire des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des quartiers placés en veille active au travers des contrats de ville (la liste des territoires prioritaires figure en annexe à l'appel à projet).

Ces territoires ont vocation à bénéficier de 75 % des crédits du FIPDR.

En dehors des territoires prioritaires, et à l'exception des actions de prévention de la radicalisation, l'éligibilité au FIPDR est conditionnée à la situation de la délinquance des territoires concernés et tient compte de l'existence d'un conseil local ou intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD/CISPd).

A- LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

1- Actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance

Les actions doivent s'adresser aux jeunes de 12 à 25 ans les plus exposés à la délinquance et repérés dans le cadre des groupes opérationnels des CLSPD ou des CISPD selon une logique de **prise en charge individualisée**. L'objectif est d'éviter le basculement ou l'enracinement de ces jeunes dans la délinquance en leur proposant des parcours personnalisés d'insertion sociale et professionnelle.

→Sont concernés les jeunes:

- exposés aux risques de délinquance par des conduites à risque, particulièrement exposés à un premier passage à l'acte délinquant,
- Les jeunes délinquants majeurs décrocheurs scolaires, ou sortis du système scolaire sans qualification, en situation de rupture
- primo-délinquants,
- Les jeunes réitérants ou récidivistes,
- Les jeunes sortants de prison, sans solutions d'insertion et très éloignés de l'emploi, et/ou pourvus de nombreux antécédents, ne faisant plus l'objet de mesure judiciaire. Les actions d'accompagnement qui se centrent sur la mise en œuvre d'un projet de réinsertion des bénéficiaires en mobilisant un réseau de partenaires.
- sortis du système scolaires sans qualification.
- Les mineurs délinquants déscolarisés.

→Les actions de prévention de la récidive et de remobilisation pour prévenir le basculement dans la délinquance seront prioritaires.

- Les personnes placées sous main de justice : mineurs ou jeunes majeurs bénéficiaires d'une mesure d'aménagement de peine, exécutant une peine en milieu ouvert, mineurs faisant l'objet de mesures éducatives ou de mesures d'alternatives aux poursuites et à l'incarcération lorsqu'elles interviennent dans un cadre partenarial avec les collectivités territoriales et le milieu associatif.

Les actions mises en œuvre (individualisée ou en petits groupes) doivent remobiliser les jeunes concernés pour les préparer à s'inscrire notamment dans un parcours d'insertion professionnelle (formation, stage, emploi) permettant de lever les freins administratifs, de faciliter l'accès aux droits et favorisant une prise en charge globale de logement, et de santé.

L'implication des familles (adhésion, responsabilisation des parents) doit être recherchée.

Exemples :

- les actions de type « parcours citoyen », notamment les actions de sensibilisation favorisant le dialogue jeunes – police ;
- la participation à un chantier éducatif ;
- la prise en charge globale dans le cadre d'un dispositif approprié, **expérimental et innovant** (espace de socialisation, plateforme de réinsertion et de remobilisation, unités d'activités éducatives ...)
- Mise en œuvre du dispositif **TAPAJ**,
- Le déploiement du Travail d'Intérêt général (**TIG**)
-

Ces actions doivent s'inscrire dans le cadre des dispositifs locaux de prévention de la délinquance portées par les communes, en lien avec le parquet, la PJJ ou le SPIP. Elles interviennent en complément des financements de droit commun.

→ les actions favorisant la tranquillité publique par la médiation

Ces actions reposent sur des interventions de proximité et de veille sociale fondées sur :

- l'écoute,
- le dialogue,
- la négociation en vue de prévenir les conflits dans l'espace public,
 - dans les transports et les lieux d'habitats. Les actions permettant de lutter contre l'occupation abusive des halls d'immeuble et la confiscation de l'espace public (hors conflits de voisinages) seront étudiées dans ce cadre.

Il est à noter que le FIPDR n'a pas vocation à financer la part résiduelle du coût des adultes-relais restant à la charge de l'employeur.

Les actions destinées à restaurer ou renforcer les relations entre les forces de l'ordre et les jeunes sont également éligibles.

2-Prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales, l'aide aux victimes

Les projets devront correspondre aux priorités définies dans le 5ème plan interministériel de mobilisation et de lutte contre les violences faites aux femmes (2017-2019), reconduit dans l'attente de la publication d'un nouveau plan interministériel. Ils doivent avoir pour objectif d'apporter des réponses concrètes aux situations repérées. Il s'agit également d'assurer une continuité d'accompagnement et de prise en charge des victimes femmes et enfants, et des auteurs, afin de prévenir la récurrence.

Les actions financées par le FIPDR concernent deux champs d'intervention :

→Actions de proximité en faveur des victimes :

Peuvent être financées les actions généralistes de type permanence de proximité ou actions des intervenants sociaux en police et en gendarmerie ainsi que les actions ciblées en direction des femmes victimes de violence au sein du couple (actions des référents pour les femmes victimes de violence, l'hébergement et le logement, le suivi psychologique) ou dans l'espace public (marches exploratoires, actions de sensibilisation dans les transports en commun ...).

→Actions en direction des auteurs :

Actions de responsabilisation pour éviter la récurrence, actions menées par les intervenants sociaux en police et gendarmerie, mesures d'éloignement du domicile conjugal et de prise en charge thérapeutique, accompagnement psycho-social.

3- Les actions pour améliorer la tranquillité publique

L'objectif de tranquillité publique dans les villes et les quartiers suppose de lutter contre le sentiment d'insécurité en articulant mieux les dispositifs existants.

Les projets cofinancés par le FIPDR doivent s'inscrire pleinement dans les plans locaux de prévention de la délinquance ainsi que dans le cadre du Contrat de Sécurité Intégré ou les CLSPD pouvant être signés à partir de 2022.

Les actions de prévention situationnelle (hors vidéo protection) peuvent être soutenues lorsqu'elles concernent des projets en investissement ou en fonctionnement (études et diagnostics de sécurité, dépenses d'ingénierie, aménagements de sécurité à but préventif avéré).

B- LA PREVENTION DE LA RADICALISATION

La France, comme la plupart des pays européens, est confrontée au basculement d'un nombre significatif de jeunes dans un processus de radicalisation, dans le cadre d'une logique d'action violente, le plus souvent en lien avec des filières terroristes.

L'actualité en France et en Europe et les informations en possession des services spécialisés, confirment l'impérieuse nécessité de la lutte contre la radicalisation et l'attention constante portée par les pouvoirs publics dans cette lutte.

La radicalisation est un processus par lequel un individu ou un groupe d'individu adopte une forme d'action violente, directement liée à une idéologie extrémiste, à contenu politique, social ou religieux, qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel.

Le processus de basculement vers la radicalisation présente des mécanismes complexes, souvent à la frontière de la délinquance de droit commun, nécessitant une professionnalisation des acteurs et une adaptation constante des dispositifs.

Les pouvoirs publics depuis plusieurs années, ont pris toute la mesure de cette menace. Pour faire face à son évolution constante, un nouveau plan national de prévention de la radicalisation «prévenir pour protéger» a été présenté par le premier ministre le 23 février 2018 : ce plan, priorise la professionnalisation des acteurs, le renforcement du maillage détection/prévention et l'appui au désengagement pour la réinsertion des mineurs de retour de zone et le suivi des détenus radicalisés. Son succès repose sur la mobilisation et la coordination entre acteurs de l'État, collectivités territoriales et acteurs de terrain.

Au titre de la prévention de la radicalisation et en complément de la mobilisation des crédits de droit commun, le FIPDR pourra financer en 2022 :

des actions de **prévention** de la radicalisation en direction des **jeunes** (mineurs, jeunes majeurs)

des actions de soutien et d'**accompagnement des familles**, confrontées à la radicalisation

des actions **renforçant la prise en charge des personnes détenues radicalisées** et leur capacité de réinsertion

des actions au profit de la **réinsertion des mineurs** de retour de zone

des **plans d'actions** sur la prévention de la radicalisation, complétant les annexes spécifiques des **contrats de ville**

des actions **spécifiques et innovantes**, dans le cadre d'expérimentations

des actions visant à conforter la **laïcité** et le **respect des principes de la République**

Le FIPDR a vocation à soutenir les actions engagées par la **cellule départementale de prévention de la radicalisation** en direction des jeunes et des familles accompagnées. Peuvent être concernés :

La mise en place de **référents** de parcours (travailleurs sociaux, éducateurs) en veillant à la mise en réseau de ces acteurs pour une appréhension globale des problématiques des jeunes.

La mobilisation de **psychologues, psychiatres** formés à la radicalisation, en particulier dans le cadre de partenariat avec des établissements de santé ou des associations spécialisées.

Des actions **éducatives, citoyennes, d'insertion sociale et professionnelle** en direction des jeunes identifiées par la cellule départementale de suivi (chantiers éducatifs et d'insertion, séjours éducatifs, chantiers humanitaires ...).

Des actions de **soutien à la parentalité** en direction des familles concernées (groupes de parole, actions d'orientations et de médiation...) y compris en direction de parents d'enfants mineurs.

Des actions de **formation et de sensibilisation des professionnels** mobilisés dans le cadre des actions de prévention de la radicalisation, tels que le monde l'entreprise et des fédérations professionnelles, le champ des activités sportives...

Les dossiers de demandes concernant la prévention de la radicalisation sont à envoyer :

pref-radicalisation@loire-atlantique.gouv.fr

ANNEXE 1 - DÉROULEMENT DE L'INSTRUCTION

*Les porteurs de projets intéressés pourront déposer leurs dossiers complets
jusqu'au 4 février 2022 inclus.*

1. Le dossier de demande

Modalités de dépôt des dossiers concernant **la prévention de la délinquance**

Chaque demande devra faire l'objet d'un dépôt sur la plate-forme «demarches-simplifiees.fr»
(voir annexe précisant la marche à suivre)

Les dossiers sont étudiés pour vérifier leur recevabilité au regard des objectifs de l'appel à projet, leur faisabilité financière, et les indicateurs retenus pour l'évaluation.

Pour chaque projet, il conviendra que le porteur précise :

- le constat à partir duquel le projet est construit,
- les objectifs,
- le contenu de l'action,
- le public ciblé ainsi que les indicateurs d'évaluation retenus.

Une demande de reconduction d'action doit être accompagnée d'un compte-rendu détaillé (2021) permettant de mesurer sa pertinence ainsi que son impact sur le public concerné.

⇒ le projet proposé doit reposer sur une méthodologie claire, un planning complet et réalisable sur 2022 et un budget prévisionnel équilibré mentionnant les co-financeurs ainsi que l'ensemble des dépenses liées à la mise en œuvre de l'action.

2. Les porteurs de projets

Les actions financées par le FIPDR peuvent être conduites par l'État, les collectivités territoriales, leurs groupements, ou un organisme public ou privé.

Les collectivités territoriales, les EPCI et les personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public ne pourront solliciter le FIPDR qu'à condition de mettre en œuvre des travaux d'intérêt général ou des actions d'insertion, de réinsertion ou de prévention de la récidive destinées aux personnes placées sous main de justice (art 38 de la loi du 15 août 2014).

3. L'évaluation quantitative et qualitative des actions

L'évaluation des actions doit être une démarche continue et participative.

Elle sert à piloter le projet, l'adapter et à l'améliorer.

Au moment du dépôt, le projet présenté devra clairement identifier :

Une présentation des éléments de **contexte** et du **public** concerné

Un descriptif détaillé des **actions** proposées

Une présentation des **partenaires impliqués** et des **moyens humains** mobilisés

Un état des **sources de financements** (les co-financements doivent être recherchés) Une **méthode d'évaluation / indicateurs** qui permettra d'identifier les résultats produits par l'action.

Cette évaluation des résultats vise à répondre aux trois questions suivantes :

- le projet a-t-il été efficace ou non ?
- si oui, comment et si non, pourquoi ?
- l'efficacité constatée est-elle à la hauteur des moyens mobilisés (financiers, humains, institutionnels ...) ?

Toute action financée fera l'objet d'une évaluation par les services de l'État, à partir du bilan produit par le porteur de projet, qui pourra être complété en tant que de besoin par une audition du porteur de projet. Une attention particulière sera attachée à la communication d'évaluations chiffrées, précises et qualitatives, accompagnées d'indicateurs de résultat, permettant de définir le degré d'efficacité de l'action et sa rationalité financière.

4. Communication

Pour les actions retenues au titre du FIPDR, le porteur devra systématiquement mentionner dans sa communication (documents diffusés, discours, articles de presse...) le soutien de l'État : **le logo de la préfecture devra être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication.** Le service régional de la communication interministérielle de la préfecture pourra être sollicité sur les modalités de cette communication et pourra apporter son appui pour développer la communication sur les actions réalisées.

ANNEXE 2 – CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Les dossiers déposés devront comporter une demande, dûment complétée et signée, formulée par le biais du formulaire disponible sur la plateforme Demarches-simplifiées.fr

1- Composition du dossier

Pour chaque action, renseigner chaque rubrique du formulaire en ligne, en indiquant le n° de SIRET et le n° de compte et **fournir obligatoirement** :

- un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal
- en cas de changement de responsable légal : le procès verbal du CA indiquant cette modification
- en cas de changement d'adresse : le procès verbal du CA indiquant cette modification
- en cas de renouvellement d'action, le compte rendu financier d'utilisation de la subvention de l'année N-1

Joindre obligatoirement à la 1ère demande ou en cas de modifications :

- les statuts,- la liste des membres du Conseil d'Administration,
- la parution officielle,
- les délégations de signatures.

La déclaration sur l'honneur doit être dûment complétée et signée par le représentant légal ou son représentant (accompagnée d'une délégation de signature).

2- Les actions devront identifier clairement les publics concernés (jeunes, femmes ...) et le ou les territoires concernés.

3- Contenu et objectifs de l'action :

A remplir avec précision pour bien faire valoir le sens du projet et mettre en valeur son intérêt au regard des champs d'intervention du FIPDR et de sa géographie prioritaire.

Il devra être clairement indiqué ce à quoi va servir la subvention.

4- Evaluation de l'action :

Pour chaque projet, le porteur doit préciser les indicateurs d'évaluation retenus. Les actions privilégiées sont celles menées à partir d'un **diagnostic et d'objectifs précis en matière de prévention de la délinquance**.

ANNEXE 3 - MODALITÉS DE FINANCEMENT DES ACTIONS

Le montant de l'aide reste à entière appréciation des services instructeurs, en fonction de la pertinence du projet, de sa cohérence avec les priorités de la stratégie nationale et départementale de prévention de la délinquance, et des crédits disponibles.

Les interventions du FIPDR s'entendent comme un appui au lancement de projets et non comme un moyen de financement permanent. A ce titre, un principe de dégressivité dans les financements octroyés peut être appliqué, en cas de reconduction d'action.

Avant tout financement d'actions nouvelles, un état des lieux des actions déjà présentes sur le territoire en vue d'éventuelles réorientations de financement doit être effectué.

Les actions à privilégier sont celles menées à partir d'un diagnostic et d'objectifs précis en matière de prévention de la délinquance, en tenant compte des actions déjà engagées sur le ou les territoires concernés.

Les plafonds de subventions :

Le taux de subvention applicable au financement des actions hors vidéo-protection ne peut dépasser 50 % du coût de chaque projet. A titre exceptionnel, le taux de subvention pourra atteindre 80 %, notamment pour les dossiers radicalisation. **Par conséquent, seuls les dossiers présentant des garanties de cofinancement peuvent être validés lors du comité de programmation.**

1. Tout dossier de demande de subvention doit contenir **un plan de financement sincère, équilibré (charges= produits) et réaliste** faisant apparaître la participation des **différents financeurs**.
2. Les délégués du préfet – en tant que de besoin - sont chargés d'accompagner les porteurs dans le montage des projets et dans le suivi de l'action subventionnée en tout ou partie des territoires de la politique de la ville (cf. coordonnées des acteurs ressources).
3. Une action financée par le FIPDR ne pourra pas faire l'objet d'un financement dans le cadre des contrats de ville. Des co-financements avec la MILDECA sont possibles.
4. **Les crédits du FIPDR financent des projets**. Ils ne sont pas destinés à financer le fonctionnement pérenne des structures.
5. Les actions subventionnables doivent être réalisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021

Exception pour les actions liées au calendrier scolaire

c'est-à-dire se déroulant pour un public scolaire et/ou en milieu scolaire : les actions seront réalisées de septembre 2021 à juin 2022.

ANNEXE 4 – COORDONNES DES ACTEURS RESSOURCES

Cabinet du préfet – Bureau de l'ordre public et des politiques de sécurité

Agnès LECAMP
tél : 02.40.41.20.48
agnes.lecamp@loire-atlantique.gouv.fr

Lucie CARLIER
Tél : 02.55.58.49.10
lucie.carlier@loire-atlantique.gouv.fr

adresse fonctionnelle : pref-fipd@loire-atlantique.gouv.fr

Cabinet du préfet – le chargé de mission prévention de la radicalisation

Étienne DESTOUCHES
Tél : 02.40.41.20.43
pref-radicalisation@loire-atlantique.gouv.fr

Les délégués du préfet sur les quartiers prioritaires de la ville :

Sur l'ensemble de ces quartiers, déléguée en charge de l'axe «prévention de la délinquance» :

Sylvie LE BERRE
Tél : 06.42.17.54.87
sylvie.le-berre@loire-atlantique.gouv.fr

Pour les autres échanges, la messagerie électronique sera privilégiée :

pref-politique-de-la-ville@loire-atlantique.gouv.fr